

A QUOI SERVENT LES AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES ?

Vous avez sans doute la réponse à cette question quand vous venez dans un Centre des Finances Publiques pour avoir des renseignements auprès des agent(e)s. Ils vous reçoivent avec dévouement dans les périodes symboliques pour vous, comme pour eux (déclarations des revenus, sortie des avis d'imposition). Sachez qu'ils déplorent la fermeture continue de sites mais aussi la réduction drastique des horaires d'ouverture qui leur sont imposées par les responsables politiques et leur hiérarchie.

Vous devez également prendre conscience de leur rôle tout au long de l'année et dans tous les services comme vous devez être conscient(e)s des attaques régulières qui fragilisent chaque jour leurs missions à votre service. Le service de proximité, déjà fortement réduit, que vous pouvez rejoindre aujourd'hui est en danger aux motifs perpétuels de la réduction de la dépense publique (alors que la fraude fiscale est



estimée à 80/100 milliards d'euros) qui se traduit dans notre administration par une volonté assumée de « désintoxiquer » l'usager du guichet et de supprimer des emplois.

En danger parce que nos dirigeants politiques et administratifs ne jurent plus que par la dématérialisation et les services en ligne alors que nous avons recevons régulièrement des milliers d'entre vous et que nous répondons à des millions d'appels téléphoniques et de mails.

Enfin, la plupart des services sont menacés par la concentration de leurs missions et leur remplacement par des centres de contacts notamment. Sachez que les agent(e)s des finances publiques considèrent cette réduction de l'action publique de leurs services d'autant plus inacceptable dans un contexte économique et social dégradé.

A QUOI SERT L'IMPÔT ?

C'est une autre question que vous vous posez régulièrement, qui plus est dans cette période d'austérité. C'est légitime de vous interroger sur l'utilité des finances publiques. Mais attention aux discours trop populistes sur ces questions. Dans les pages qui suivent nous donnons des exemples sur le sens et l'utilité de l'impôt pour la société. Mais nous avons aussi un regard critique sur l'injustice du système fiscal et l'abandon des services qui le gèrent, le contrôlent et en assurent le recouvrement parce que cela renforce les injustices. Ensemble nous devons avoir une action citoyenne sur ces sujets.



LES 3 FONCTIONS HISTORIQUES DE L'IMPÔT ?

Historiquement l'impôt remplit trois fonctions : Financer l'action publique, corriger les inégalités économiques et sociales et inciter à la modification des comportements. Nous n'abordons ici que les deux premières parce que la troisième est plus complexe à appréhender en si peu de place. Nous pouvons au moins dire que si son utilité est démontrée elle est aussi l'une des principales sources de ce que l'on nomme les « niches fiscales » et donc nous interroge quand elle ne nous déplaît pas franchement.

Financer l'action publique

Nous aurions pu prendre des dizaines d'exemples sur le financement de l'action publique dont celui des agent(e)s des Finances Publiques qui ont un rôle central dans la société, nous y revenons en page 4. Mais nous avons choisi d'en aborder deux qui sont au cœur de vos préoccupations : la santé et l'éducation.

L'illustration ci-dessous résume une journée, certes un peu folle, mais qui montre bien le coût de la prise en charge par la collectivité via les services publics ou le système de protection sociale.

C'est bien l'impôt d'une part et son utilisation de l'autre qui permettent au plus grand nombre d'avoir cet accès à la santé. Pour autant, notre propos n'est pas d'encenser un système mis à mal depuis de nombreuses années et pour une bonne part de plus en plus livré aux appétits du privé.

Mais justement cet exemple doit vous convaincre qu'il faut défendre les services publics comme il faut soutenir les agent(e)s publics. Dans le même temps vous devez avoir une exigence citoyenne pour que l'impôt soit plus juste et que les établissements publics de santé et leurs agent(e)s soient mieux traité(e)s. Parce que c'est un bien commun qui sauvegarde notre passé et assure notre avenir.

Santé : récit d'une « folle journée » à 6000€

Ma compagne qui est enceinte va voir le médecin



Il lui annonce qu'elle va accoucher

Le Samu conduit ma femme à la maternité en urgence



1200€ coût moyen intervention

Elle me téléphone, je m'évanouis, tombe et me casse la jambe



465€ coût moyen intervention

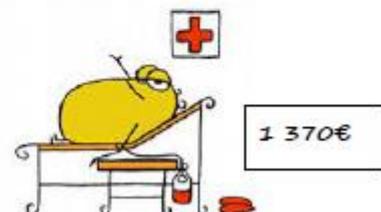


Les pompiers m'amènent à l'hôpital

Ma femme accouche dans un

Établissement public

2 600€



Et je suis hospitalisé un jour

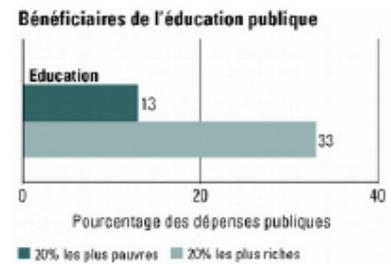
Éducation : qui pourrait se la payer ?

Qui a conscience, comme le montre l'illustration ci-dessous, que de la crèche à la terminale un enfant est pris en charge par la société à hauteur de 133 000€ ? Qui pourrait payer de telles sommes comme c'est le cas dans nombre de pays ? Sans doute pas grand monde. Pour autant les chiffres montrent aussi que toute une classe, souvent celle qui pourfend l'État, est celle qui en profite le plus. Logique, plus on est dans une classe aisée plus les enfants suivent des études et donc... plus on profite de l'investissement public sur l'éducation.

Crèche : Le coût d'une garde privée est 3 fois supérieur à celui d'une crèche collective

Maternelle : Scolarisation à 3 ans (voire 2 ans) en France (6 ans en Allemagne)

	Crèche	Maternelle	Elementaire	Collège	Lycée	Total
Coût Annuel en euros	7 200	6 500	6 180	8 850	10 870	
Nombre d'Années	2	3	5	4	3	17
Total	14 400	19 500	30 900	35 400	32 610	132 810



Post Bac :

coût annuel d'une année universitaire 10 210€. Crèche à Licence (3 ans) = 163 440€

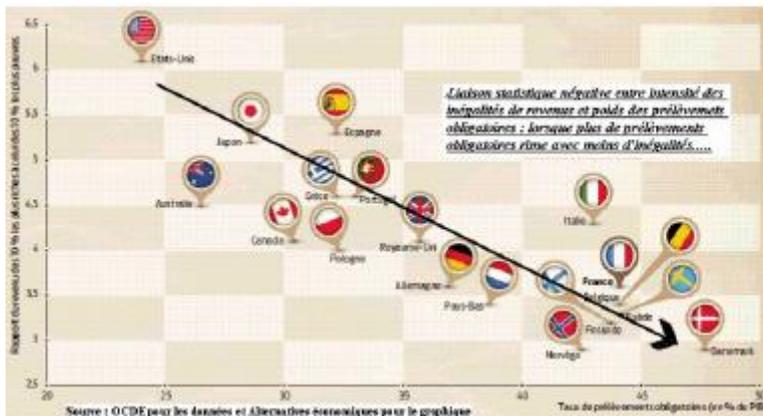
coût annuel d'une année de médecine 20 000€. Crèche à médecin (10 ans) = 332 810€

coût annuel d'une classe préparatoire 15 110€

Sources : cepremap, éducation nationale, ministère des finances

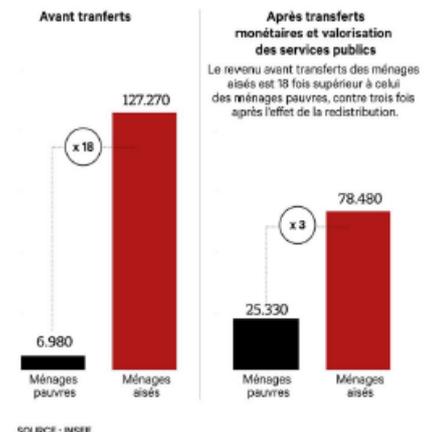
Corriger les inégalités économiques et sociales par la redistribution

Là aussi les illustrations parlent d'elles-mêmes même si, encore une fois, nous ne considérons pas être dans « le monde des Bisounours » et si nous sommes particulièrement convaincus que les plus riches pourraient contribuer beaucoup plus au bien commun. Mais nous voulons mettre le doigt sur des réalités trop souvent oubliées aujourd'hui. Oui, la redistribution des richesses par une contribution juste peut permettre au plus grand nombre de trouver et conforter sa place dans la société.



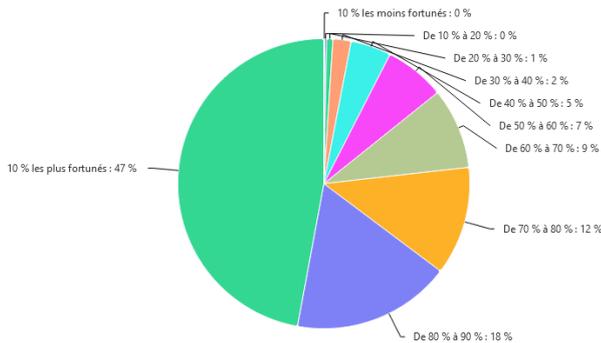
L'effet de la redistribution sur le revenu des ménages

Revenu en euros par unité de consommation



Une réforme fiscale pour plus de justice sociale

Répartition du patrimoine de l'ensemble des ménages selon le niveau de fortune



Les politiques fiscales des gouvernements successifs sont en échec. Pire, en rendant le système fiscal de plus en plus complexe, instable et injuste, elles ont contribué à alimenter le rejet de l'impôt. Une réforme fiscale est plus que jamais nécessaire :

- sur le plan « politique » et citoyen car le consentement à l'impôt continue de s'affaiblir
- sur le plan économique il y a urgence à réhabiliter les objectifs de l'impôt : financer l'action publique, réduire les inégalités et orienter les comportements ;

- sur le plan social, afin qu'une réforme fiscale se traduise par davantage de justice sociale. Les principaux objectifs d'une réforme fiscale devraient être : la pédagogie citoyenne sur le sens de l'impôt, une réforme de fond visant à rendre la fiscalité locale et nationale plus juste, plus stable et plus simple, des avancées en matière d'harmonisation fiscale européenne, l'intensification de la lutte contre la fraude et le renforcement de l'administration fiscale, financière et foncière.

Des agent(e)s socialement utiles

Vous payez la cantine de vos enfants ou réglez une hospitalisation il y a, en bout de chaîne, un.e agent.e des Finances Publiques. Vous achetez un terrain et vous y construisez une maison un.e agent.e des Finances Publiques du Cadastre et d'un Service de Publicité Foncière traite votre dossier. Si votre commune a des comptes certifiés, c'est qu'ils sont passés par le conseil et le contrôle d'un.e agent.e des Finances Publiques.

Vous demandez régulièrement un renseignement dans un Service des Finances Publiques et vous reconnaissez le professionnalisme et la disponibilité des agents.es. Mais derrière la vitrine de l'accueil d'autres agent.es travaillent à asseoir, recouvrer et contrôler l'impôt. Cette phase n'est pas la plus populaire, mais elle est la contrepartie du système déclaratif et quand on sait que la fraude fiscale est de 80 à 100 milliards/an, on mesure le défi à relever.

Si les finances de la cantine ou de l'hôpital sont gérées par le privé, si le cadastre et la publicité foncière ne garantissent plus ou mal la propriété et si internet devient « le maître » de vos relations avec l'administration croyez-vous que ce sera plus simple et plus humain ? Si nous n'avons plus les moyens humains, législatifs et matériels de lutter contre la fraude, croyez-vous que vous paierez moins d'impôts ?



Près de 34 000 emplois d'agent(e)s des Finances Publiques ont été supprimés depuis 2009, près de 2 200 en Occitanie. Cela ne se traduit ni par une simplification, ni par une baisse des dépenses publiques. Au contraire cela rajoute au chômage de masse et provoque une baisse des recettes publiques parce que si nous sommes moins nombreux, nous sommes moins efficaces face à des enjeux majeurs qui permettent de vivre dans une société plus juste, plus solidaire et plus humaine.

En savoir plus sur notre site <https://solidairesfinancespubliques.org/> (rubrique Le syndicat Nos engagements Justice Fiscale Sociale et Environnementale)